

— M. Sébastien Gagné, attaché politique au cabinet du ministre du Travail;

— Mme Julie Gosselin, sous-ministre du ministère du Travail;

— Mme Jane Pycock, conseillère au Secrétariat général du ministère du Travail;

— M. Michel Després, président-directeur général de la Commission des normes du travail;

— M. Yves Brissette, conseiller à la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

— Mme Kathleen Bécotte, conseillère au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

QUE le mandat de cette délégation soit d'y exposer la position du Québec conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51093

Gouvernement du Québec

Décret 34-2009, 14 janvier 2009

CONCERNANT la nomination de monsieur André Saucier comme membre du conseil d'administration et président-directeur général par intérim de la Société du Palais des congrès de Montréal

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., c. S-14.1, modifiée par le chapitre 37 des lois de 2007) prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de onze membres dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 8 de cette loi prévoit que le gouvernement, sur la recommandation du conseil d'administration, nomme le président-directeur général en tenant compte du profil de compétence et d'expérience établi par le conseil;

ATTENDU QUE le troisième alinéa de l'article 8 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QUE monsieur Paul Saint-Jacques a été nommé de nouveau membre du conseil d'administration et président-directeur général de la Société du Palais des congrès de Montréal par le décret numéro 58-2008 du 31 janvier 2008, qu'il a exercé son droit de retour dans la fonction publique et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE monsieur André Saucier, directeur exécutif des opérations et des finances de la Société du Palais des congrès de Montréal, soit nommé membre du conseil d'administration et président-directeur général par intérim de cette Société;

QUE durant cet intérim, monsieur André Saucier reçoive une rémunération additionnelle mensuelle correspondant à 10 % de son salaire mensuel;

QUE le présent décret ait effet depuis le 12 janvier 2009.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51094

Gouvernement du Québec

Décret 35-2009, 14 janvier 2009

CONCERNANT la nomination de monsieur Claude Liboiron comme président par intérim du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., c. S-14.1, modifiée par le chapitre 37 des lois de 2007) prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de onze membres dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QUE l'article 6 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement nomme le président du conseil d'administration;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 7 de cette loi prévoit que toute vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée suivant les règles de nomination prévues à la présente loi;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 29 du chapitre 37 des lois de 2007, le président-directeur général de la Société du Palais des congrès de Montréal assume la fonction de président du conseil d'administration jusqu'à ce que ce poste soit comblé conformément à l'article 6 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal;

ATTENDU QUE monsieur Paul Saint-Jacques a été nommé de nouveau membre du conseil d'administration et président-directeur général de la Société du Palais des congrès de Montréal par le décret numéro 58-2008 du 31 janvier 2008, qu'il a exercé son droit de retour dans la fonction publique et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement à titre de président du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 997-2006 du 1^{er} novembre 2006, monsieur Claude Liboiron a été nommé de nouveau membre du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal et qu'il y a lieu de le nommer président par intérim du conseil d'administration de cette Société;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE monsieur Claude Liboiron soit nommé président par intérim du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal;

QUE le présent décret ait effet depuis le 12 janvier 2009.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51095

Gouvernement du Québec

Décret 36-2009, 14 janvier 2009

CONCERNANT l'acquisition d'un immeuble par la Société de la Place des arts de Montréal

ATTENDU QUE la Société de la Place des arts de Montréal est une personne morale dûment constituée en vertu de l'article 1 de la Loi sur la Société de la Place des arts de Montréal (L.R.Q., c. S-11.03);

ATTENDU QUE la Société est gestionnaire du site de l'Amphithéâtre de Lanaudière depuis le 1^{er} juin 1992 et propriétaire depuis le 21 février 1996;

ATTENDU QU'afin d'améliorer la qualité du service offert à sa clientèle et dans un souci de préservation de l'environnement sonore, la Société de la Place des arts de Montréal doit faire l'acquisition de l'immeuble se situant au 1553, boulevard Base-de-Roc à Joliette;

Désignation

Un emplacement sis et situé au 1553, boulevard Basse-de-Roc, avec bâtisse érigée sur le lot et portant le numéro 3 378 789 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Joliette;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de la loi, la Société de la Place des arts de Montréal ne peut acquérir des immeubles, les aliéner ou hypothéquer, sans l'autorisation du gouvernement;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Société de la Place des arts de Montréal a autorisé à l'unanimité, à sa réunion du 29 septembre 2008, l'acquisition de l'immeuble se situant au 1553, boulevard, Base-de-Roc pour un montant maximum de 159 900 \$ et que le financement de l'achat est assumé par la Société de la Place des arts de Montréal, ce qui ne nécessite pas de règlement d'emprunt.

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société de la Place des arts de Montréal à acquérir l'immeuble se situant au 1553, boulevard Base-de-Roc à Joliette;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :

QUE la Société de la Place des arts de Montréal soit autorisée à acquérir un emplacement sis et situé au 1553, boulevard Base-de-Roc, avec bâtisse érigée sur le lot et portant le numéro 3 378 789 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Joliette.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51096

Gouvernement du Québec

Décret 37-2009, 14 janvier 2009

CONCERNANT la nomination d'une membre du conseil d'administration du Conseil des arts et des lettres du Québec

ATTENDU QUE le Conseil des arts et des lettres du Québec est une personne morale instituée en vertu de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., c. C-57.02);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 5 de cette loi, les affaires du Conseil sont administrées par un conseil d'administration d'au plus treize membres,